

DÉBUT, DEMAIN, DES ÉPREUVES DU BAC

Dans la hantise de la fraude

L'heure de vérité a sonné pour les élèves de terminale. C'est demain que commenceront les épreuves du baccalauréat qui touche, au total, 761 701 candidats. Le coup d'envoi sera donné, dimanche matin, par la ministre de l'Education nationale à partir de la wilaya de Guelma. Un examen qui se déroule dans la hantise de la fraude.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le compte à rebours est lancé pour les candidats au baccalauréat. Ils entameront, dès demain, avec la matière d'arabe, leur série d'épreuves qui se poursuivront jusqu'à jeudi prochain.

761 701 candidats sont concernés par ces épreuves contre 818 518 en 2016, soit une baisse de 56 000 candidats cette année. Les candidats libres représentent le tiers des candidats avec un taux 35, 50%, soit 207 403, et les candidats scolarisés représentent 491 298. Le nombre de filles représente 54,

71%. Des épreuves qui se dérouleront sous haute surveillance, rassure le ministère de l'Education, après ce qui s'est passé l'année dernière. La fuite massive des sujets qui a touché toutes les filières a contraint le gouvernement à organiser une deuxième session. Et la reproduction du même scénario hante les esprits. D'autant que les auteurs de cette cabale ne sont pas encore connus. Les responsables de l'Onec ayant été accusés d'être derrière cette affaire ont été relâchés pour manque de preuves. Depuis, silence radio sur l'enquête. Meziane Meriane, coordonnateur



Photo : DR

761 701 candidats sont concernés par les épreuves du bac.

du Snapest, dit souhaiter qu'il n'y ait pas de fraude. Cependant, il se demande si l'enquête sur les auteurs de la fraude du

bac 2016 a abouti à des résultats. Selon lui, si les causes de la fuite de l'année dernière n'ont pas été cernées, il risque d'y avoir une fuite. Il se demande si la fuite a été orchestrée à partir des centres de dépôt de sujets pour que l'on prenne la décision de les équiper en caméras de surveillance.

Le ministère de l'Education a annoncé l'introduction de caméras de surveillance et de brouilleurs de réseau parmi les nouvelles mesures de sécurisation des sujets.

Cette session se déroule, cependant, dans la hantise de la fraude même si la ministre de l'Education semble confiante. Son département assure avoir pris toutes les dispositions pour assurer la sécurisation de cet examen. Il sera ainsi intransigeant envers les retardataires. Les portes des centres d'examen, au nombre de 2 518, s'ouvriront à 8h et aucun candidat n'y aura accès à partir de 9h. Et comme d'habitude, les candidats auront le choix entre deux sujets.

Le ministère de l'Education a averti que les candidats qui dépasseraient cette heure seront exclus de l'examen. La ministre a rappelé que toutes les recommandations et les consignes ont été signifiées aux candidats dans leurs convocations. Ces derniers, dit-elle, n'auront donc aucune excuse.

Le département de Bengahrit a exclu toute piste d'une éventuelle fraude en vu des moyens mis en place pour le verrouillage des sujets. Le taux de réussite en 2016 était de 49, 79% pour les candidats scolarisés et de 33, 7% pour les candidats libres.

S. A.**M. K.****AHMED OUYAHIA CONSEILLE TEBBOUNE :**

«Évitez la démagogie et le populisme»

Le secrétaire général du RND invite le nouveau gouvernement à se départir de la démagogie et du populisme, deux tares qu'il n'avait de cesse de reprocher au prédécesseur de Tebboune à la coordination de l'Exécutif.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - S'il a enfin parlé, le patron du RND n'a pas été pour autant explicite comme à ses habitudes, lui qui maîtrise l'art de laisser son auditoire sur sa faim.

Prenant tout son temps, comme à ses habitudes, pour réagir à l'actualité nationale et dire que cette dernière a été «bouillonnante», il s'est seulement limité à inviter le nouveau premier ministre à rompre avec la «démagogie» et le «populisme», deux tares qu'il n'a jamais cessé de reprocher au désormais ex-Premier ministre Abdelmalek Sellal qu'il exhortait, par ailleurs, à dire toute la vérité au peuple sur la situation du pays. Ahmed Ouyahia, qui s'exprimait, hier, à

l'ouverture de la troisième session ordinaire du conseil national de son parti, a, en effet estimé que le profond remaniement gouvernemental opéré par le président de la République permettra «sans doute d'injecter un souffle nouveau à la gestion des affaires du pays».

Et de signifier, dans la foulée, la mobilisation sur le terrain du RND pour expliquer le programme du président de la République et semer des messages d'espoir auprès de la population, et ainsi contrarier certaines voix qui «tentent d'exploiter les difficultés financières actuelles du pays comme argument politicien».

Des voix auxquelles il faudra rappeler les progrès majeurs accomplis par le pays dans tous les domaines du développement, qu'il s'agisse des millions de logements distribués, des millions d'emplois créés, des milliers d'infrastructures éducatives, sociales et sportives inaugurées, ceci en sus du maintien

pour cette année des transferts sociaux, malgré, a-t-il dit, la chute des revenus extérieurs du pays à 37 milliards de dollars l'année écoulée.

Des réalités aux antipodes, selon lui, de la prétendue politique antisociale distillée par «certaines voix» que Ouyahia prendra un soin minutieux de ne pas nommer.

Car pour le secrétaire général du RND, les difficultés économiques du pays sont bien réelles, mettant le doigt sur «la chute du prix du baril qui a impacté sérieusement le budget de l'État, moteur du développement national». Des difficultés que Ouyahia avance pour expliquer le très fort taux d'abstention ayant marqué les dernières élections législatives. Pour Ouyahia, cette faible participation des électeurs «réflète plutôt la préoccupation de nos compatriotes devant les premiers effets de la crise économique sur la population».

Elle reflète sans doute aussi, un certain degré de mécontentement des citoyens devant les problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, du fait également de la bureaucratie ou

d'autres maux sociaux».

Et cette lecture critique, le patron du RND l'estime nécessaire à l'effet, a-t-il expliqué, de «remédier à ce malaise au sein de la société», considérant, au passage, que le scrutin législatif du 4 mai dernier, s'est déroulé dans des «conditions honorables comme l'ont d'ailleurs souligné la haute instance indépendante de surveillance des élections et les observateurs étrangers venus suivre l'opération».

Cela dit, s'il n'a pas évoqué, hier, bien de faits ayant rythmé l'actualité nationale comme le fait le recul du parti au sein du gouvernement, le renvoi de son «emblématique» ministre Abdeslam Bouchouareb, qu'il a toujours encensé, le renvoi 48 heures seulement après sa nomination du désormais ex-ministre du Tourisme et de l'Artisanat, ou encore l'affaire du Pdg de Naftal, le secrétaire général du RND sera certainement appelé à en parler, demain dimanche, à l'occasion de sa traditionnelle rencontre avec la presse au lendemain de chaque session du conseil national du parti.

M. K.**RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES**

L'Élysée annonce une visite du Président Macron en Algérie

Dans un communiqué diffusé jeudi, la présidence de la République française a annoncé qu'Emmanuel Macron compte se rendre prochainement en Algérie. La teneur de sa conversation téléphonique avec son homologue algérien esquisse l'objet de cette visite.

Le Président français, Emmanuel Macron, effectuera une visite en Algérie «dans les toutes prochaines semaines», a indiqué la présidence française dans un communiqué diffusé jeudi. La présidence française, qui n'a pas précisé la date de cette visite, a néanmoins souligné qu'Emmanuel Macron s'était entretenu avec son homologue algérien Abdelaziz Bouteflika. L'échange téléphonique entre les deux présidents esquisse en tout cas l'objet de sa prochaine visite en Algérie. Il s'agit essentiellement des

événements qui agitent la rive sud de la Méditerranée, notamment en Libye, devenu un enjeu sécuritaire pour tous les pays de la région. «Les deux dirigeants ont notamment fait le point sur le dossier libyen et le dossier sahélo-saharien, rappelant l'importance de la relation bilatérale entre les deux pays en matière de coopération dans la lutte contre le terrorisme», a noté la présidence française.

Emmanuel Macron avait, en tout cas, fait part des grandes lignes de sa conception des relations algéro-

françaises dès sa première visite en Algérie en tant que président-candidat lors de la campagne du premier tour de la présidentielle en France, mettant l'accent sur les défis sécuritaires justement. «Nos deux pays sont en effet confrontés aux mêmes défis. Les défis sécuritaires, d'abord, avec la menace terroriste, l'instabilité régionale au Moyen-Orient et au Sahel. Les défis économiques et sociaux ensuite, avec le besoin de mener des réformes pour retrouver les leviers d'une croissance plus juste et plus équitable, et le rééquilibrage de nos balances commerciales. Les défis écologiques également pour faire face au dérèglement climatique et conduire ensemble une transition énergétique indispensable au 21^e siècle»,

avait-il développé. Il convient ainsi de rappeler que la dernière visite d'Etat effectuée par un Président étranger en Algérie remonte au mois de mars dernier. C'était le Président congolais Denis Sassou-Nguesso. Un mois auparavant, en février 2017, une visite de la chancelière allemande Angela Merkel a été annulée à cause de l'état de santé du président Bouteflika : «Une bronchite aiguë», selon le communiqué de la présidence de la République. Pour le moment, les autorités algériennes n'ont pas communiqué au sujet de la visite de Macron. Il convient aussi de noter que le Président français effectuera une visite au Maroc les 14 et 15 juin prochains.

L. H.

CAS DISCIPLINAIRES **Ouyahia passe à l'action**

Le secrétaire général du RND aurait entrepris une vaste opération de «sanctions» à l'encontre de nombre de cadres du parti, que ce soit à l'échelle locale, voire même nationale.

Concernant les cas des quelques membres du conseil national qui ont déserté le parti à l'occasion des dernières élections législatives, soit en démissionnant, soit en se présentant sur des listes indépendantes, que les membres du conseil national devaient trancher lors de la présente session, Ouyahia aurait déjà entamé la purge.

Il aurait, en effet, démis de leurs fonctions le fédéral du parti à Tizi-Ouzou, Tayeb Mokedem et le secrétaire national à la jeunesse, Moundher Boudane, en l'occurrence.

On ignore, cependant, les motifs de ces renvois.

M. K.